

Ecofax

Redéployer l'Etat, est-ce impossible ?

Le thème de la décrue fiscale rassemble désormais

les électorats de droite et de gauche.

par Jean-Jacques Rosa

Les restructurations d'entreprises sont aujourd'hui monnaie courante. Les firmes réduisent leurs dimensions et se recentrent sur leur métier de base pour améliorer leur productivité. Les fusions et acquisitions ne traduisent pas une course vers la grande dimension qui découlerait de la mondialisation des marchés. C'est exactement le contraire: le développement accéléré des marchés sonne le glas des hiérarchies immenses qui ont caractérisé les deux premiers tiers du vingtième siècle. La dimension moyenne des entreprises diminue partout, aux Etats-Unis comme en Allemagne, en France comme en Grande-Bretagne.

Il en va de même des très grandes entreprises que sont les Etats : les plus hétérogènes comme l'Urss ou la Yougoslavie se désintègrent en plusieurs entités de surface et de population plus réduites. Leur dimension "interne", mesurée par le volume des ressources qu'ils prélèvent et contrôlent, tend aussi à se contracter. Les grandes administrations sont moins efficaces que par le passé à l'ère d'Internet et des ordinateurs surpuissants qui sont désormais à la portée de tous.

C'est l'essor des marchés et le déclin corrélatif des hiérarchies qui explique le mouvement mondial de privatisation, de compétition fiscale entre les Etats, et le redéploiement des appareils politiques. Il ne résulte pas des effets d'une idéologie mais des conséquences organisationnelles de la révolution contemporaine de l'information (1).

La France est particulièrement retardataire dans cette mutation. La classe dirigeante des fonctionnaires-politiques pratique l'immobilisme en affirmant que toute réforme est impossible parce qu'elle implique des sacrifices que les Français refusent. Seule la pression de l'extérieur - la concurrence internationale, les autorités de Bruxelles - serait susceptible d'imposer au pays des transformations salutaires.

Cette présentation est totalement trompeuse. Elle sert en réalité d'alibi pour différer le plus longtemps possible la réorganisation de l'Etat qui est la clé de la prospérité future. Les Français ont tout à gagner d'une amélioration de l'efficacité de l'immense sphère étatique qu'ils financent avec leurs impôts. Et ce sont en réalité les gestionnaires du système, fonctionnaires et politiques, qui refusent de consentir les efforts d'adaptation que les salariés du secteur concurrentiel ont accepté depuis longtemps.

Aujourd'hui nos prélèvements obligatoires sont plus élevés que dans tous les autres pays développés, à l'exception de la Suède et du Danemark. La performance de notre économie nous place régulièrement loin derrière le peloton de tête selon le classement annuel de l'IMD, l'école de management de Lausanne. Notre réglementation administrative atteint, selon l'OCDE, le plus fort niveau de tous les pays membres. Il s'ensuit que la création d'entreprise stagne, tandis que l'investissement, humain et en capital, tend à chercher ailleurs un environnement plus favorable.

Les solutions sont bien connues. Elles passent par un achèvement rapide de la privatisation (France Télécom, Renault, Bull, Crédit Lyonnais) pendant que les cours boursiers sont élevés, par l'ouverture à la concurrence du secteur de l'assurance maladie tout en maintenant intégralement les transferts de revenus en faveur des assurés les moins aisés (2), par l'introduction d'une large dose de capitalisation individuellement choisie dans les systèmes de

retraites.

Il faut surtout saisir l'opportunité historique, soulignée par un rapport récent du Plan, du départ à la retraite de la moitié des agents de l'Etat, d'ici à 2012, pour réduire le nombre des fonctionnaires, là encore hors normes parmi les pays les plus développés. La France, surfonctionnarisée, est sous-gérée. Il convient de ne procéder qu'à un remplacement partiel, et selon les modalités ordinaires du contrat de travail pour mettre fin progressivement aux particularités de statut qui ne se justifient plus.

Une bonne façon de faire consisterait à bloquer en termes réels les dépenses publiques pour la durée de la prochaine législature, ce qui n'entraînerait aucune diminution des services rendus, mais obligerait les gouvernements à financer toute prestation nouvelle par une suppression de dépenses anciennes et progrès de productivité. La croissance économique que l'on peut ainsi obtenir ramènerait en l'espace de six ou sept ans les dépenses publiques de 54 % du Pib à la moyenne européenne de 45 % .

Est-ce politiquement impossible? Les effectifs militaires ont été réduits des deux cinquièmes en 13 ans et le coût des armées abaissé d'un cinquième en cinq ans. Dans la perspective des prochaines municipales les maires des grandes villes ont décidé, dans leur écrasante majorité, de diminuer les taux des impôts locaux (*Les Echos*, 10 avril 2000). Et à l'étranger l'Australie a ramené ses dépenses publiques de 37,5 à 34,5 % du Pib en cinq ans, la Belgique est passée de 63,9 à 54,8 %, l'Irlande de 53,2 à 43, 8 % et la Grande-Bretagne de 44,7 à 37,5 % à la fin de la période Thatcher.

Aujourd'hui, comme le note le directeur des études politiques de BVA, "*l'électorat de gauche a rejoint celui de droite sur le thème de la décrue fiscale*" (*Le Figaro*, 10 février 2000).

La réforme de l'Etat commence ainsi à être comprise et acceptée par l'opinion. Elle ne se fera pas contre les Français mais à leur profit. L'administration publique doit, elle aussi, devenir compétitive, c'est-à-dire plus productive.

(1) Ce que j'explique dans Le second XXème siècle. Déclin des hiérarchies et avenir des nations, Grasset 2000.

(2) Chapitre 4 de L'erreur européenne, Grasset 1998.

JJR

Le Figaro, 19 mai 2000